



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
23 janvier 2009
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-troisième session
Point 13 de l'ordre du jour
Conflits prolongés dans la région du groupe GUAM
et leurs incidences sur la paix et la sécurité
internationales et sur le développement**

**Conseil de sécurité
Soixante-quatrième année**

**Lettres identiques datées du 22 janvier 2009,
adressées au Secrétaire général et au Président
du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de la Géorgie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de quatre déclarations du Ministère des affaires étrangères de la Géorgie (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale, au titre du point 13 de l'ordre du jour, intitulé « Conflits prolongés dans la région du groupe GUAM et leurs incidences sur la paix et la sécurité internationales et sur le développement », et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Irakli **Chikovani**



**Annexe aux lettres identiques datées du 22 janvier 2009
adressées au Secrétaire général et au Président
du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim
de la Mission permanente de la Géorgie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Pièce jointe 1

**Déclaration du Ministère des affaires étrangères
de la Géorgie concernant les coups de feu tirés
contre un policier géorgien depuis le territoire occupé**

Selon les informations du Ministère de l'intérieur de la Géorgie, des coups de feu ayant été tirés depuis le territoire occupé, le 16 janvier 2009, à 10 heures, Mamuka Kakhniashvili, un policier de la Division régionale de Kvemo Kartli, a été tué près du poste de police situé dans le village de Knolevi (district de Kareli). D'après les renseignements dont dispose la partie géorgienne, les balles provenaient d'un fusil à lunette équipé d'un silencieux. Cet incident porte à 11 le nombre de policiers géorgiens tués ces derniers mois par des tirs provenant des territoires occupés.

Il est évident que l'occupant russe et les régimes fantoches qu'il contrôle poursuivent leurs provocations insolentes et ciblées et que le nombre des victimes ne fait qu'augmenter.

La partie géorgienne tient à souligner, une fois de plus, que si l'on veut créer des garanties fermes de sécurité et mettre un terme à ces actes de terrorisme, il faut ouvrir immédiatement aux observateurs internationaux l'accès, en Géorgie, à l'Abkhazie et à la région de Tskhinvali, et déployer d'urgence des missions internationales de maintien de la paix ou de police dans les territoires occupés.

Le Ministère des affaires étrangères de la Géorgie souligne à nouveau que la Fédération de Russie porte exclusivement l'entière responsabilité des attaques menées depuis les territoires occupés.

Tbilissi, le 16 janvier 2009

Pièce jointe 2

Déclaration du Ministère des affaires étrangères de la Géorgie

Le 16 janvier 2009, après que Mamuka Kakhniashvili, un policier de la Division régionale de Kvemo Kartli, a été tué dans le village de Knoveli (district de Kareli), par suite d'un acte de terrorisme perpétré depuis le territoire occupé, des soldats de l'aviation russe à bord d'hélicoptères militaires ont atterri à proximité du village et se sont repliés après un certain temps.

A. Tarasov, un militaire représentant les forces d'occupation russes, a affirmé que le débarquement des soldats visait à éviter une nouvelle aggravation de la situation.

Ainsi, l'armée d'occupation russe a tout d'abord commis un acte de terrorisme, abattant un agent de la force publique, et a ensuite mené une opération militaire dans la zone de conflit. Dans ce contexte, on peut considérer que les agissements et les déclarations de la partie russe ne sont qu'une nouvelle provocation honteuse et une manifestation de cynisme dépassant l'entendement.

Il convient de souligner que les troupes d'occupation russes ont commis ces actes criminels le jour même où avait lieu la cérémonie de signature organisée par le Président de la Russie au Kremlin, à laquelle les « ambassadeurs » des prétendus États de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud ont participé au même titre que les ambassadeurs d'États internationalement reconnus.

La Fédération de Russie persiste dans ses efforts pour faire admettre à la communauté internationale sa réalité virtuelle – qui n'est acceptable que pour elle-même. Mais nous sommes certains que ces manœuvres, qui ont pour objet de légitimer des régimes-clients, sont vouées à l'échec dès le départ.

Nous tenons à rappeler aux autorités russes, qui entraînent leur propre pays et leur peuple vers un affrontement avec la communauté internationale, au risque de les en isoler, que l'amalgame entre réalité objective et réalité virtuelle ne peut avoir que des conséquences désastreuses pour une personne comme pour un État.

En conclusion, nous tenons à citer sous une forme nouvelle une maxime bien connue, à savoir que « les pays ont les alliés qu'ils méritent ».

Tbilissi, le 16 janvier 2009

Pièce jointe 3

Déclaration du Ministère des affaires étrangères de la Géorgie concernant les attaques perpétrées près du village de Dvani (district de Kareli)

D'après des informations du Ministère de l'intérieur de la Géorgie, le 19 janvier 2009, à 17 heures, les forces d'occupation russes et des groupes armés illégaux sous leur contrôle ont ouvert le feu et criblé de balles un camion de police en patrouille à un poste de contrôle géorgien situé à proximité du village de Dvani (district de Kareli). Deux policiers du Ministère de l'intérieur ont été blessés par ces tirs violents.

Il faut rappeler qu'il s'agit de la troisième attaque visant ces deux derniers jours des policiers géorgiens dans le territoire limitrophe de la frontière administrative. Cette série d'attaques a fait une victime et trois blessés parmi les policiers.

Il importe de signaler que cette nouvelle agression éhontée coïncidait avec la publication du décret présidentiel russe interdisant la livraison à la Géorgie de matériel militaire et à double usage par lequel la Russie tente d'imposer un blocus à notre pays et avertit de sanctions imminentes la communauté internationale qui s'oppose à ces restrictions.

Ces actes provocateurs de la partie russe offrent d'amples éléments prouvant à la communauté internationale quel pays constitue une réelle source de menace à la paix et la stabilité dans la région du Caucase.

Le Ministère des affaires étrangères de la Géorgie émet une vive protestation contre les actes d'agression perpétrés par la Russie ces derniers jours et ne doute pas que la communauté internationale jugera comme il convient ces provocations et tirera les conclusions logiques qui s'imposent des faits qui ont été exposés.

Tbilissi, le 19 janvier 2009

Pièce jointe 4

**Déclaration du Ministère des affaires étrangères
de la Géorgie concernant l'attaque perpétrée
dans le village de Koki district de Zugdidi)**

D'après des informations du Ministère de l'intérieur de la Géorgie, le 18 janvier 2009, à 5 heures du matin, un poste de police géorgien situé dans le village de Koki (région de Khurcha, district de Zugdidi) a essuyé des tirs provenant du territoire contrôlé par la Russie et le régime fantoche de Soukhoumi. L'attaque a été menée au moyen de fusils et de lance-grenades. Un policier a été blessé et transporté à l'hôpital. Des poursuites pénales ont été lancées concernant cet acte de terrorisme et les attaques précédentes, en vertu des dispositions applicables du droit géorgien.

Le Ministère des affaires étrangères de la Géorgie, vivement préoccupé, proteste énergiquement contre ce nouvel acte de provocation commis depuis le territoire occupé, réaffirmant que la Fédération de Russie porte exclusivement l'entière responsabilité de tous les autres actes condamnables.

Cette attaque, ainsi que l'assassinat d'un policier géorgien le 16 janvier 2009, et les multiples provocations précédentes qui ont tué 11 policiers et 2 civils, et en ont blessé des dizaines d'autres, constituent une série de tentatives mûrement réfléchies et délibérées qui visent à déstabiliser la situation et à entraîner la partie géorgienne dans une autre provocation militaire de plus grande ampleur. Il devient de plus en plus manifeste que la situation actuelle exige de la communauté internationale des mesures urgentes et efficaces.

Le mécanisme d'intervention et de prévention des incidents envisagé lors des pourparlers tenus à Genève les 17 et 18 décembre 2008, qui, comme chacun sait, est bloqué par la Fédération de Russie et les régimes fantoches qu'il contrôle, a été conçu pour empêcher des faits semblables à ceux qui ont été exposés et pour permettre d'enquêter sur de tels faits. Le Ministère des affaires étrangères de la Géorgie espère que la reprise des pourparlers à Genève, en février, aboutira à une décision favorable quant à la création d'un tel mécanisme.

Par ailleurs, pour empêcher que de telles provocations se reproduisent à l'avenir, il faudra déployer des observateurs internationaux, avant tout, dans les territoires qui sont actuellement occupés et intégralement contrôlés par la Russie. Des observateurs de l'Union européenne (UE), de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et de l'ONU devraient être immédiatement autorisés à circuler librement dans les régions occupées et à s'acquitter sans entrave des tâches qui leur ont été confiées.

L'incident qui s'est produit le 18 janvier confirme, une fois de plus, qu'il est nécessaire de lancer une opération de maintien de la paix complexe de grande ampleur, succédant à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG). Pour écarter la menace provenant des territoires occupés et empêcher un éventuel affrontement militaire, il importera au plus haut point de doter cette nouvelle mission d'un nombre accru de soldats affectés au maintien de la paix, de policiers et d'observateurs qui seront déployés, en particulier, de part et d'autre de la frontière administrative et dans les territoires occupés.

Le Ministère des affaires étrangères de la Géorgie souligne que de fermes garanties de sécurité et de stabilité ne pourront être mises en place que si la Russie respecte pleinement l'accord de cessez-le-feu en six points et si elle cesse complètement d'occuper les régions géorgiennes de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.

Tbilissi, le 18 janvier 2009
